26 septembre 2011, Strasbourg, France

SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE LA DEQM : ALTERNATIVES AUX ESSAIS SUR ANIMAUX

8-9 septembre 2011, Strasbourg, France

Ce symposium international, organisé par la Direction Européenne de la Qualité du Médicament & Soins de Santé (DEQM), Conseil de l'Europe, portait sur les thématiques actuelles et les perspectives futures en matière de méthodes alternatives aux essais sur animaux. Il a réuni des responsables et des experts de 19 pays, ainsi que des représentants d'institutions et d'autorités nationales et européennes.

Le développement de méthodes alternatives est une étape clé sur la voie de la mise en œuvre des "3R" (Remplacement, Réduction, Raffinement des expérimentations animales). L'objectif du symposium était de permettre un échange d'informations et d'expériences sur les avancées récentes réalisées dans ce domaine tant dans le cadre du Programme de Standardisation Biologique (BSP) de la DEQM que de la Pharmacopée Européenne (Ph. Eur.). L'accent a été mis, notamment, sur l'aboutissement de plusieurs études collaboratives engagées par la DEQM pour la validation de méthodes inspirées par les 3R, dans le domaine des vaccins humains et vétérinaires ainsi que des produits dérivés du sang humain, et sur les efforts réalisés par la Ph. Eur. pour le remplacement de l'essai des pyrogènes. Ayant pour objectif de faciliter leur mise en œuvre pratique, le symposium a été l'occasion d'un débat approfondi sur ces nouvelles méthodes.

Dans son allocution d'ouverture, le Dr Susanne Keitel, Directrice de la DEQM, a souligné les avancées réalisées par la DEQM dans le domaine des 3R, grâce aux progrès accomplis dans le cadre du BSP et de la Ph. Eur. Elle a réaffirmé l'engagement de la DEQM en faveur des 3R, et remercié tous les acteurs concernés, les autorités réglementaires, les OMCL et l'industrie de leur appui et leur collaboration.

Le programme scientifique du symposium comptait quatre sessions et séances de discussion thématiques : vaccin coquelucheux acellulaire, immunoglobuline tétanique, vaccin rabique pour usage humain et pour usage vétérinaire, remplacement de l'essai des pyrogènes. Les participants ont pu écouter des experts éminents dans chacun de ces domaines, échanger des informations sur la mise en application des méthodes et les nouveaux essais *in vitro*, présenter des résultats d'études et débattre. L'opportunité leur était également offerte de présenter leurs travaux à partir de posters dans le cadre d'une séance spéciale.

Les présentations et comptes-rendus seront publiés ultérieurement sur le site Internet de la DEQM : www.edqm.eu.

Contact : Caroline Larsen Le Tarnec, Division des Relations Publiques, DEQM
Tél. : +33 (0) 3 88 41 28 15 ; E-mail : caroline.letarnec@edqm.eu ; site internet : www.edqm.eu

Note à l'intention des rédacteurs : la DEQM joue un rôle moteur en matière de protection de la santé publique, grâce aux normes qu'elle contribue à élaborer et mettre en œuvre et dont elle surveille l'application, afin d'assurer la qualité, la sécurité et le bon usage des médicaments. Les normes qu'elle élabore sont reconnues dans le monde entier comme une référence scientifique. La Pharmacopée européenne est juridiquement contraignante dans les États européens qui en sont membres[1]. La DEQM développe également des lignes directrices et des normes dans les domaines de la transfusion sanguine, de la transplantation d'organes et de la protection de la santé des consommateurs.

Organisation politique créée en 1949, le Conseil de l'Europe œuvre à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme à l'échelle du continent, ainsi qu'à développer des réponses communes aux enjeux sociaux, culturels et juridiques auxquels sont confrontés ses 47 états membres.

---

[1] La Commission européenne de Pharmacopée compte actuellement 37 membres : *Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni, Union Européenne* et 23 observateurs - l'*Organisation mondiale de la Santé (OMS)*, 6 États membres du Conseil de l'Europe *(Albanie, Arménie, Fédération de Russie, Géorgie, Moldavie, Ukraine)* et 16 autres États *(Algérie, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Israël, Madagascar, Malaisie, Maroc, République de Belarus, République du Kazakhstan, Sénégal, Syrie, Tunisie).*